

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-ombre-du-Vietnam-plane-sur-la-Colombie-de-nouvelles-troupes-etats-unienes>

L'ombre du Vietnam plane sur la Colombie de nouvelles troupes états-uniennes.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 18 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Malgré certaines réserves politiques quant à son auteur et à certaines phrases, cet article constitue un bon résumé des derniers événements qui ont marqué le conflit colombien.

RISBAL

Par Ramiro Flores
Ciberoamerica.com
06-03-03.*

Tout le monde est aujourd'hui attentif à l'escalade belliqueuse en Irak. Cette tension a déplacé au second plan une autre escalade aux conséquences non moins importantes pour l'Amérique latine. À la suite du kidnapping de trois fonctionnaires états-uniens en Colombie le 13 février dernier, par les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), les Etats-Unis ont augmenté leur présence militaire dans le pays. Certains analystes craignent que cette situation soit le début d'une "vietnamisation" du conflit colombien ; d'autres, par contre, célèbrent l'arrivée des soldats et la considèrent comme un pas en avant dans la lutte contre-insurrectionnelle. Les premières informations indiquaient que quelque 150 soldats des forces spéciales étaient arrivés en Colombie pour prendre part aux tâches de sauvetage des trois Etats-uniens capturés après la destruction ou la chute de leur avion alors qu'ils menaient des activités d'espionnage en compagnie de militaires colombiens.

Avec les restes de l'avion les corps, présentant les signes d'une exécution, d'un ex-militaire états-unien et d'un Colombien furent retrouvés. Le Département d'Etat informa que le contingent qui était présent pour aider les trois mille militaires colombiens participant à la recherche [des kidnappés] et était composé de seulement 49 personnes dont plusieurs d'entre elles ne font pas partie des forces spéciales. De fait, Washington a mis fin à une confusion, puisque outre l'arrivée de ce groupe, Washington a envoyé parallèlement un autre contingent d'effectifs militaires, une centaine, déjà prévu dans le cadre du Plan Colombie [Consulter le dossier Plan Colombie & Initiative Andine]. En outre, il a spécifié que ces militaires serviront seulement d'assesseurs et ne prendront pas part aux combats à moins qu'ils ne soient menacés ou attaqués. Cependant, la réalité est que la quantité de soldats états-uniens sur le territoire a dépassé la limite établie par le Plan Colombie, à savoir celle de 400.

Le président George W Bush a dû faire appel à la clause spéciale accordée par le Congrès de son pays et qui lui permet de dépasser la limite quand il s'agit d'"effectuer des évacuations d'urgence de citoyens des Etats-Unis ou toute opération de recherche et de sauvetage de militaires ou citoyens états-uniens".

Une des premières critiques qui sont apparues suite à l'arrivée des militaires était qu'il s'agissait d'une ingérence dans les affaires colombiennes. En outre, on indiquait que le gouvernement du président Alvaro Uribe avait transgressé la Constitution en permettant l'entrée dans le pays d'effectifs militaires sans l'approbation du Congrès [colombien]. La ministre de la Défense, Martha Lucía Ramírez, rejeta ces accusations et expliqua que " ce qu'il y a eu ici, c'est un travail bilatéral dans lequel le gouvernement colombien a demandé, il y a déjà un moment, la coopération du gouvernement des Etats-Unis ".

La fonctionnaire se base sur la convention bilatérale de coopération souscrite le 23 juillet 1962 et qui autorise les militaires états-uniens à rester en Colombie pour "offrir de l'aide logistique, de l'entraînement au combat, de l'assessorat et de l'aide en matière de renseignement". Depuis lors, de nombreux fonctionnaires du Pentagone, du Comando Sur et de la Maison Blanche sont arrivés dans le pays de manière officielle. Mais le fait d'avoir mis à l'écart le Congrès pourrait causer de sérieux problèmes à Uribe. Rappelons que le gouvernement de César Gaviria (1990-1994) eut quelques ennuis avec le Conseil de l'État pour ne pas avoir demandé l'autorisation pour permettre l'entrée d'un groupe de Marines dans la région du Valle del Cauca pour aider des communautés à la construction d'écoles.

D'autre part, le vice-président [de la république colombienne] Francisco Santos a nié que l'augmentation de troupes étrangères implique la "vietnamisation" du conflit interne. "C'est une tempête dans un verre d'eau", a-t-il dit, tout en accusant ceux qui diffusent une telle version des faits d'être "les ennemis de l'aide des Etats-Unis à la Colombie".

"Ce n'est nullement une invasion", souligna Santos. Mais ceux qui craignent une intensification des confrontations signalent que la guerre du Vietnam a commencé de manière semblable, avec à peine une poignée de "conseillers techniques" qui a crû en quantité et en force. En outre, ils font valoir que dans les derniers six mois, le nombre d'effectifs militaires a doublé et que l'autorisation du Congrès des Etats-Unis à utiliser les ressources du Plan Colombie dans la guerre contre-insurrectionnelle et non pas seulement dans la lutte anti-drogues marque une progressive ingérence de Washington dans le conflit interne colombien, ce qui éloigne encore plus la possibilité d'une négociation de paix avec les FARC. En tout cas, le plus grand danger, c'est que les guérilleros arrivent à tuer certains militaires fraîchement arrivés ou d'autres kidnappés : "Si cela arrive, nous n'assisterons pas à une réduction des troupes étrangères en Colombie", juge Adam Isaackson, du Center for International Policy, situé à Washington.

"Il y aura une pression politique pour répliquer, surtout avec l'atmosphère actuelle de combat contre tout groupe utilisant le terrorisme", a ajouté l'analyste, consulté par la revue colombienne Semana.

Mais en général, les experts font valoir que Bush ne souhaite pas un plus grand engagement en Colombie. À la suite de l'expérience en Somalie - où 18 soldats [états-uniens] ont été tués, Washington préfère apporter une aide logistique et en matière de renseignement plutôt que de prendre part aux combats : "Ce sont les troupes du pays hôte qui fournissent les morts", soutient Isaackson. En outre, juge l'expert, la Colombie n'est pas une priorité pour Bush, dont l'attention est retenue par le Moyen-Orient et la Corée du Nord. "Il n'y a pas de soutien de l'opinion publique états-unienne pour cela. Bush et Uribe ne le veulent pas, et je crois que les FARC non plus", a déclaré Michael Shiffer, du centre d'études Interamerican Dialogue.

Selon Shiffer, le résident de la Maison Blanche ne commettra pas l'erreur de donner aux groupes insurgés d'Amérique latine la justification "de la lutte contre l'invasion impérialiste" pour s'unir contre lui ni de s'éloigner des voisins de la Colombie, le Venezuela d'Hugo Chávez et le Brésil de Luiz Inácio Lula da Silva, deux mandataires qui ont exprimé leurs réserves quant à la présence d'un grand contingent états-unien près de leurs frontières.

"Ce qu'a en effet Uribe, c'est un argument plus fort pour demander davantage de ressources aux Etats-Unis et davantage d'attention envers la Colombie, et je crois qu'il va l'obtenir du fait de la situation de ces citoyens états-uniens", considère Shiffer.

La séquestration des trois conseillers états-uniens s'est fort compliquée étant donné les positions des FARC et du gouvernement Bush.

Les premiers ont annoncé que les captifs feront partie du groupe d'otages - formé par des soldats l'armée colombienne, l'ex-candidate présidentielle Ingrid Betancourt et quelques 12 politiciens - qui pourraient être échangés contre des guérilleros emprisonnés. En outre, ils ont mis comme condition que l'"échange" soit mené à bien dans une "vaste zone démilitarisée" et ont rejeté de négocier directement la libération avec Washington. Ils ont aussi informé que "la vie et l'intégrité physique des trois fonctionnaires étrangers en notre pouvoir ne pourront être garanties que si l'armée colombienne suspend de manière immédiate les opérations militaires, ainsi que les survols, dans la zone comprise entre Santana de las Herosas, San Antonio de Atenas, San Pacho, San Guillermo, Año Nuevo, la Esperanza, el Para y Norcasia ". La guérilla a réitéré que "les causes et les conséquences du conflit interne de notre patrie, seront résolues entre Colombiens".

En réponse, les Etats-Unis ont rejeté toute possibilité de négocier avec des "terroristes", qualificatif que donnent le

Département d'État et le gouvernement colombien aux FARC.

Si on prend en considération qu'Ingrid Betancourt est retenue par les FARC depuis un an, on peut supposer que la libération de ces Etats-uniens ne sera ni rapide ni facile. En outre, le groupe rebelle a déjà eu le temps de transférer les captifs vers la jungle, où la guérilla se déplace comme un poisson dans l'eau. L'armée colombienne continue à rechercher les kidnappés, pensant peut-être pouvoir réitérer une opération semblable à celle du sauvetage de l'évêque Jorge Enrique Jiménez, président du CELAM, en novembre dernier. Mais les familles des autres kidnappés craignent que cette persécution mette en danger la vie de ces personnes. Les FARC en intégrant les otages états-uniens au groupe plus vaste des personnes échangeables ont compliqué davantage la tâche de la commission spéciale créée pour faciliter la libération des kidnappés.

D'autre part, il n'y a pas de certitude que l'accroissement de troupes états-uniennes en Colombie aide à libérer ces personnes et encore moins à combattre les guérillas. Le conflit armé dure depuis plus de 40 ans et on ne lui voit pas de solution rapide. Les cycles négociation et guerre se sont périodiquement succédés sans résultat pacificateur. Nous sommes actuellement dans un cycle de confrontation guerrière. La mano dura [manière forte] est l'axe central du gouvernement d'Alvaro Uribe pour en finir avec les " groupes armés irréguliers ".

Post-scriptum :

* **Traduction de l'espagnol** : Frédéric Lévêque pour RISBAL <http://risbal.collectifs.net>

Article original : " La sombra de Vietnam recorre Colombia tras el aumento de tropas de Estados Unidos en el país "